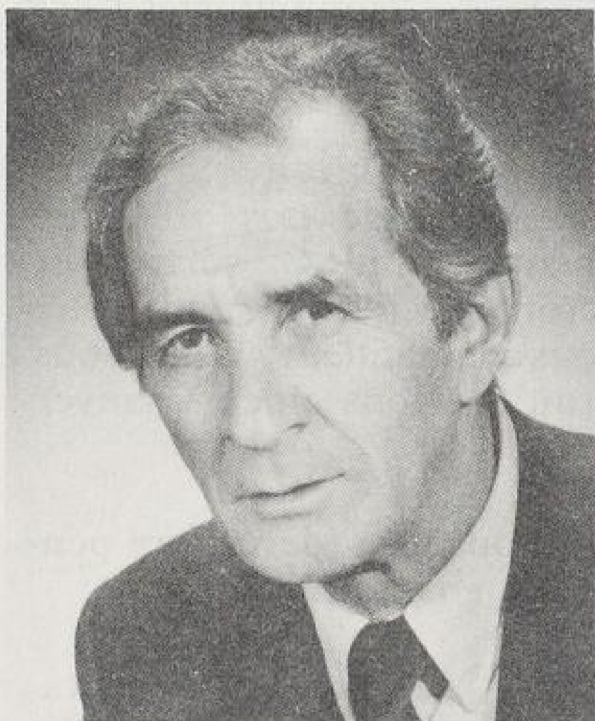
Elections législatives des 12 et 19 mars 1978

1ère circonscription - Ajaccio

Albert FERRACCI

candidat du Parti communiste français pour l'union et le changement



Albert FERRACCI
secrétaire fédéral du P.C.F.



Paul-Antoine LUCIANI
professeur de Lettres

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je vous demande avec mon jeune ami Paul-Antoine LUCIANI quelques instants d'attention.

Vous ne pouvez pas ne pas remarquer que toutes les fois que les travailleurs et le peuple sont à la veille d'arracher des conquêtes sociales, les privilégiés de la fortune essaient de faire peur, parlent de bouleversement et d'aventure.

Pour les privilégiés ce n'est jamais le moment d'accorder aux travailleurs ce qui leur revient. Tantôt c'est la crise, tantôt on en sort, tantôt on y entre. C'est l'éternel langage du patronat et de la réaction. C'était leur langage lorsque les travailleurs arrachèrent les congés payés. Ils crièrent à la ruine lorsque le ministre communiste Ambroise CROIZAT leur imposa la Sécurité sociale et la généralisation de la retraite des vieux.

Oui en 1978 en faisant payer les riches par l'impôt sur le capital et les grosses fortunes, les communistes vous disent que l'on peut et que l'on doit obtenir : le S.M.I.C. à 2.400 F, la retraite des vieux au minimum 1300 F pour une personne, les 50 % d'augmentation des allocations familiales, le relèvement substantiel des salaires, traitements et pensions, la 5e semaine de congés payés. Il faut en finir avec les droits féodaux des patrons et donner des droits nouveaux aux travailleurs dans les entreprises et les bureaux.

Il n'est pas vrai que ces mesures sociales feront monter les prix. Il faut simplement prendre l'argent sur les bénéfices fabuleux du patronat.

Il faut enfin s'attaquer au drame du chômage et créer 500.000 emplois par an. C'est possible si les multinationales sont mises à la raison, c'est-à-dire nationalisées, si l'argent est investi dans le pays au lieu d'être placé en Suisse ou ailleurs pour spéculer sur les monnaies.

Madame, Monsieur, Mademoiselle,

Notre Corse ne peut plus attendre. Tout notre intérieur se désertifie et dans les centres du littoral des milliers de nos jeunes sont frappés par le chômage. On a trouvé des milliards pour les gros agrariens de la côte orientale, il faut en trouver pour installer nos jeunes qui veulent revenir au pays. Un jeune ménage qu'on aide à s'installer c'est l'école qui peut rouvrir, c'est la vie qui revient dans nos villages... Oui, la rénovation rurale est possible si on y met le prix.

.../...

Il faut également constituer en Corse un solide secteur d'industries légères non polluantes. Il n'y a pas d'économie viable sans industrie. Cela suppose la mise en route d'un plan de formation depuis le C.E.T. jusqu'à l'I.U.T.

Vivre au pays, le retour des jeunes Corses, c'est possible. A la condition de rompre avec la politique au service des gros, politique qui conduit au gâchis économique et humain.

La Corse a besoin de démocratie, elle a besoin de la solidarité nationale pour épanouir sa forte personnalité. Le projet de Pouvoir Régional Démocratique, déposé par le groupe communiste et qui n'est pas à prendre ou à laisser, répond à ces deux besoins.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les communistes, personne ne le conteste, c'est le progrès social, c'est le service des travailleurs, c'est la lutte contre les injustices. Les communistes c'est la clarté. Ils vous disent franchement qui ils veulent aider et servir et qui ils veulent faire payer.

Les communistes veulent passionnément l'union pour faire la politique au service des travailleurs et de la nation. Devant le refus de nos alliés de prendre l'argent là où il est — et ce n'est pas le parlementaire M.R.G. sortant et plus généralement les élus M.R.G. de l'île qui se montreront décidés et audacieux dans ce domaine — devant ce refus, les communistes vous demandent, nous vous demandons Paul-Antoine LUCIANI et moi-même de nous aider. Nous aider à sauver l'union et le changement.

Chaque voix comptera. Chaque voix que vous nous accorderez fera pencher la balance du côté du changement. Nos alliés devront en tenir compte.

Voter pour les communistes le 12 mars ce n'est pas forcément partager toutes leurs opinions. Dans la situation présente de la gauche, voter communiste le 12 mars c'est intervenir démocratiquement par le vote pour que nos alliés se persuadent qu'ils doivent discuter le 13 mars au matin pour aboutir à un bon accord lequel créera les conditions d'une puissante victoire de la gauche le 19 mars.

Nous avons confiance dans la volonté de changement des travailleurs et des démocrates.

Albert FERRACCI

Paul-Antoine LUCIANI

imp. Grandval Ajaccio